



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 9 – 13 NOVEMBRE 2015

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA
  - AGENDA
  - VISITES BILATERALES

LE NOUVEAU  
GOUVERNEMENT  
(ENFIN)  
CONSTITUE AU  
NIGERIA

AFRIQUE DU SUD :  
LANCEMENT DE LA  
CAMPAGNE  
*CREATIVE FRANCE*

MOODY'S RELEVE  
LA NOTE  
SOVERAINE DE LA  
COTE D'IVOIRE

PROJET  
D'INTERCONNEXION  
ELECTRIQUE  
ZAMBIE-TANZANIE-  
KENYA

EIFFAGE RETENU  
POUR UN PROJET  
DE CENTRALE  
PHOTOVOLTAÏQUE  
AU TOGO

ANGOLA : LE PORT  
DE CAIO LANCE UN  
APPEL AUX  
INVESTISSEURS  
ETRANGERS

PROGRAMME  
D'APPUI A LA  
JUSTICE AU MALI

ROADSHOW POUR  
LE PREMIER  
EUROBOND DU  
CAMEROUN

DES ENTREPRISES  
FRANÇAISES POUR  
LA RENOVATION DE  
L'AEROPORT  
INTERNATIONAL DE  
NOSY BE



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Afrique subsaharienne : croissance des importations agricoles

Selon le dernier rapport du département américain de l'agriculture sur le commerce international, les importations agricoles des pays d'Afrique subsaharienne ont fortement progressé sur les 20 dernières années, avec un taux de croissance annuel moyen de 13 %. Le rapport note un doublement des flux commerciaux intra régionaux sur les cinq dernières années. Six pays subsahariens ont réalisé 40% des importations globales en 2014 : Afrique du Sud (12,2 %), Nigéria (12 %), Angola (8,5 %), Bénin (4,5 %), Ghana (3,7 %) et Kenya (3,5 %). La croissance de la demande africaine pour les produits agricoles devrait se poursuivre en raison de la forte expansion attendue de la classe moyenne du continent au cours des dix prochaines années (+90%).

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Benin : visite de travail du président Boni Yayi à Paris

Le président du Bénin, Thomas Boni Yayi, était en déplacement à Paris les 9 et 10 novembre pour la préparation de la COP21. Il a été reçu par le président de la République pour un déjeuner de travail, en présence de plusieurs autres dirigeants africains et du président de la Banque africaine de développement. Le projet « Lumière pour tous », porté par le Premier ministre béninois Lionel Zinsou et qui vise à fournir de l'électricité à la population béninoise, devrait être présenté lors de la COP21.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique de l'Est et Océan Indien: Doing Business 2016, meilleur classement pour Maurice, meilleure progression pour le Kenya

Selon le dernier classement *Doing Business 2016* de la Banque mondiale, Maurice et le Rwanda restent les pays les mieux classés de la région (32<sup>ème</sup> et 62<sup>ème</sup> sur un total de 189). De son côté, le Kenya a le plus progressé, passant de la 129<sup>ème</sup> place à la 108<sup>ème</sup>. Deux réformes expliquent ce progrès : l'amélioration de l'accès au crédit bancaire ainsi que la diminution du délai pour obtenir une connexion électrique. L'Ouganda a progressé de treize places (112<sup>ème</sup>), Seychelles de neuf places (95<sup>ème</sup>) tandis que la Tanzanie a perdu huit places (139<sup>ème</sup>) et l'Éthiopie sept places (146<sup>ème</sup> place).

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique de l'Est : appel à manifestation d'intérêt pour une étude préalable au projet d'interconnexion électrique Zambie-Tanzanie-Kenya

Le ministère de l'Énergie et de l'eau zambien a publié un appel à manifestation d'intérêt pour réaliser une étude d'impact relative à l'interconnexion électrique Zambie-Tanzanie-Kenya. L'objectif est d'évaluer les volumes d'électricité exportés et les revenus futurs générés. Il s'agit également de clarifier certains aspects techniques de l'interconnexion du *Southern African Power Pool*, SAPP (Zambie), et de l'*East Africa Power Pool*, EAPP (Tanzanie et Kenya). Les trois pays prévoient de construire 2 675 km de lignes d'ici 2018 afin de faciliter l'approvisionnement d'électricité et de réduire le coût moyen de production. Le coût total du projet est estimé à 1,4 Md USD.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique de l'Est : plan de supervision bancaire régionale

La *Central Bank of Kenya* (CBK), les autres régulateurs bancaires de la région et le FMI travaillent à la mise en place d'unités de supervision collégiale pour mieux contrôler les opérations des banques kényanes ayant d'importantes activités transfrontalières. Cette initiative vise à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Six unités de supervision collégiale ont déjà été mises en place pour les filiales de KCB, *Diamond Trust Bank*, *Equity Bank*, *NIC Bank*, *Commercial Bank of Africa* et *I&M banking*. Cinq autres banques devraient être concernées d'ici début 2016 : *Bank of Africa*, *Guaranty Trust Bank*, *Imperial Bank* (actuellement mise sous tutelle), *ABC* et *Cooperative Bank*.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique de l'Est : demande européenne d'un processus de paix soudanais

Les ambassadeurs de cinq pays européens, dont la France, et celui de l'Union européenne, se sont récemment déplacés dans la région soudanaise du Nil Bleu dans le sud du pays, où se déroule un conflit armé entre les rebelles soudanais et l'armée. Les diplomates ont estimé que des discussions de paix devaient reprendre immédiatement. Le pouvoir soudanais est en guerre contre sa « périphérie » depuis cinquante ans. Un apaisement des trois conflits internes soudanais actuels (Darfour, Nil Bleu et Kordofan méridional) permettrait une détente dans les relations diplomatiques avec le Soudan, les demandes européennes étant alignées sur les exigences américaines.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Océan Indien : 11<sup>ème</sup> commission mixte Maurice-Seychelles et création d'un fonds régional d'investissement

La 11<sup>ème</sup> session de la commission mixte Maurice-Seychelles s'est tenue à Mahé les 22 et 23 octobre derniers. Au programme des discussions figuraient notamment : i) la connectivité aérienne et maritime (mise en place de compagnies régionales), ii) le développement de l'économie bleue (attribution de licences de pêche aux armements mauriciens dans la zone économique exclusive seychelloise), iii) la promotion des échanges commerciaux, iv) le développement des services financiers, v) la facilitation du déplacement des professionnels entre les deux îles. La création d'un fonds régional d'investissement a été annoncée et l'État mauricien s'est engagé à un apport en capital de 15 M USD.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : vers un élargissement des frontières maritimes du pays ?

Le Président Buhari a validé la poursuite des travaux de la *National Boundary Commission* sur la redéfinition des frontières maritimes dont les propositions seront soumises à la Commission des Nations Unies des limites du plateau continental (CPLC). Les frontières maritimes du pays pourraient s'étendre jusqu'à 650 km contre 370 km actuellement (correspondant à la zone économique exclusive sur laquelle le Nigéria exerce un droit souverain pour l'exploration et l'exploitation des ressources). Le Nigéria devra alors prouver scientifiquement que ce territoire sous-marin correspond à une prolongation naturelle de son territoire et ainsi s'attribuer 270 000 km<sup>2</sup> potentiellement riches en hydrocarbures et gaz naturels.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : Sani Dangote s'engage publiquement en faveur de l'Accord de partenariat économique UE-CEDEAO**

A l'occasion du 4<sup>ème</sup> EU-Nigeria *Business Forum* à Lagos, Sani Dangote, vice-président du Groupe éponyme et président du NABG (regroupement professionnel des exploitants agricoles et des acteurs du secteur agri-agro nigérian) s'est engagé devant un auditoire de plus de 300 personnes en faveur de l'APE entre l'UE et la CEDEAO indiquant que cet accord bénéficierait au Nigéria et permettrait de développer massivement la capacité d'exportations du pays. Il propose d'organiser une rencontre dans les prochaines semaines entre les différentes parties-prenantes afin de clarifier les différentes interrogations et finaliser le plus rapidement possible cet accord dont les négociations durent depuis 2002.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Côte d'Ivoire : Moody's relève la note souveraine de B1 à Ba3

Moody's réviser la notation à long terme de la Côte d'Ivoire, en la relevant de B1 à Ba3 avec des perspectives stables. L'Agence justifie cette amélioration principalement par : (i) la consolidation de la stabilité politique après les élections présidentielles réussies, (ii) l'amélioration de la gouvernance et de la force institutionnelle et (iii) la bonne orientation du cadre macroéconomique du pays (forte croissance, bonne maîtrise des finances publiques, faible inflation, excédent de la balance commerciale, ...).

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : SOLIBRA (Castel) montre de solides résultats financiers au premier semestre

La filiale du groupe français Castel (actionnaire à 86%), SOLIBRA (Société de limonaderies et brasseries d'Afrique), a enregistré une nette amélioration de ses résultats au terme du premier semestre 2015. Son chiffre d'affaires est en hausse de 17,48%, à 146 M EUR. Avec une amélioration de 50,8% de son résultat d'exploitation (21 M EUR), son résultat net est ressorti à 17 M EUR, soit une hausse de 82,7%. SOLIBRA est leader du marché ivoirien de la production de bière et des boissons gazeuses.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : le secteur manufacturier, 2<sup>ème</sup> source de recettes en devises sur la période septembre 2014-août 2015

Selon un rapport de la Banque centrale, le secteur manufacturier a généré 1,31 Md USD (1,20 Md EUR) de recettes en devises étrangères sur la période septembre 2014 - août 2015, devenant la 2<sup>ème</sup> source de devises étrangères. En effet, même si l'or reste la première source de recettes en devises (2,21 Mds USD), le secteur manufacturier a généré davantage de recettes en devises que le secteur aurifère (1,29 Md USD) sur la période. Cette évolution pourrait s'expliquer par une chute des cours de l'or sur le marché mondial et une amélioration de la fourniture d'électricité en Tanzanie, favorable au secteur manufacturier.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Angola : émission réussie de l'*Eurobond* d'1,5 Md USD mais à un taux élevé

L'émission de l'*Eurobond* de 1,5 Md USD, précédemment reportée de quelques semaines au vu des conditions de marché dégradées, a trouvé preneur sans trop de difficultés, preuve de l'appétence toujours maintenue des investisseurs pour le risque africain, mais suivant un taux relativement élevé de 9,5 %. L'obligation d'une maturité de 10 ans a en effet été émise à un taux supérieur aux prévisions de l'Etat qui espérait fin septembre offrir un rendement de 8 % maximum. Les fonds récoltés devraient servir à accélérer les efforts de diversification de l'économie tout en s'affranchissant des sources traditionnelles de financement, dont les lignes de crédit bilatérales, désormais jugées trop onéreuses.

✉ [gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr](mailto:gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Mozambique : dégradation de la notation souveraine (Fitch)**

L'agence de notation *Fitch Ratings* a dégradé la note à long terme du Mozambique de B+ à B en l'assortissant d'une perspective stable. Cette décision est liée à la détérioration de la situation budgétaire du pays (accroissement du remboursement de la dette et masse salariale publique en hausse). La baisse des cours des matières premières et la diminution des flux entrants d'IDE pèsent à la fois sur les comptes externes et l'évolution des réserves de change.

✉ philippe.fouet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Nigéria : nomination des membres du gouvernement**

Après 6 mois d'attente, le Nigéria a enfin un gouvernement. Kemi Adeosun, ancienne banquière d'affaires puis commissaire en charge des finances de l'Etat d'Ogun, a pris la tête du ministère des Finances. L'ancien gouverneur de Lagos, Babatunde Fashola hérite d'un ministère au portefeuille élargi en charge de l'électricité, des travaux publics et de l'habitat. Comme prévu, le nouveau directeur de la NNPC, Emmanuel Ibe Kachikwu sera secrétaire d'Etat au pétrole. L'ancien gouverneur de Rivers Rotimi Amaechi sera en charge des transports et l'ancien gouverneur d'Ekiti, des mines. Il convient également de relever que le nombre de ministères a été réduit de 42 à 36, et le nombre de ministres à 25, certains portefeuilles ayant fusionné.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Nigéria : hausse importante du niveau des prêts non-performants au premier semestre 2015**

D'après le dernier rapport de la Banque centrale du Nigéria (CBN) sur la stabilité financière, le volume des prêts non-performants a augmenté de 70% entre décembre 2014 et juin 2015, passant de 363,3 Mds NGN (environ 1,6 Md EUR) à 628,5 Mds NGN (2,7 Mds EUR). Atteignant 4,6% en juin 2015, contre 2,9% en décembre 2014, le ratio de prêts non-performants se rapproche de la limite fixée par la Banque centrale à 5%, ce qui révèle des tensions importantes au sein du système bancaire.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Nigéria : Barclays va exclure le Nigéria de son indice dédié aux obligations souveraines émises par les pays émergents le 1<sup>er</sup> février 2016**

A l'instar de JPMorgan Chase qui avait exclu le Nigéria de son indice GBI-EM en octobre 2015, la décision de Barclays est motivée par les mesures restreignant la convertibilité du naira et les variations de liquidités induites notamment par la mise en place du Compte unique du Trésor. La banque internationale avait intégré à cet indice 13 obligations du gouvernement fédéral pour un montant de 13,9 Mds USD. En revanche, le Nigéria continuera d'être éligible à l'indice « universel » dédié aux obligations souveraines émises par les pays émergents de cette même banque.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Ghana : Mission FMI, satisfecit mais la situation de l'endettement n'autorise aucun relâchement dans les réformes**

Une mission du FMI s'est rendue à Accra du 21 octobre au 5 novembre pour une revue du programme en cours avec le Ghana. Le chef de la délégation a souligné qu'en dépit d'un environnement peu favorable, le déficit fiscal ghanéen devrait être légèrement inférieur aux prévisions (7,3% sur 2015 contre 10,2% en 2014), grâce aux réformes en cours pour une meilleure maîtrise des dépenses publiques, notamment de personnel et à de bonnes rentrées fiscales. La croissance devrait être légèrement supérieure (3%) à la dernière révision du mois

d'août, mais le niveau du ratio d'endettement (73% du PIB) alors que le pays va entrer dans une année électorale, rend nécessaires des mesures complémentaires d'austérité.

✉ [gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr](mailto:gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : Standard & Poor's maintient la note « B » pour sa dette à court et à long terme avec une perspective stable sur les 12 prochains mois

L'agence de notation *Standard & Poor's* relève que la dette publique du Cameroun reste faible (environ 29,5% du PIB à fin 2015) mais risque d'augmenter rapidement sous l'effet du creusement des déficits et de l'émission de l'eurobond de 1,5 Md USD en préparation. Le déficit budgétaire s'accroît sous l'effet conjugué du niveau élevé des investissements publics et du recul des recettes pétrolières, passant de -4,1 % du PIB à -5,5 % entre 2013 et 2014. Il devrait se stabiliser à -5,4 % en 2015. Le déficit du compte courant quant à lui devrait atteindre -5,2 % du PIB en 2015, contre -4,2 % en 2014 et -3,8 % en 2013.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont les destinations retenues pour le road-show du premier eurobond

La délégation camerounaise conduite par les ministres des Finances et de l'Economie, a entamé le 5 novembre dernier à Paris, un road-show en vue de l'émission d'un eurobond de 750 Mds FCFA, ceci en dépit de la recommandation contraire émise par le Fonds monétaire international dont une mission a séjourné au Cameroun en septembre dernier. Après Paris, la délégation camerounaise s'est rendue aux Etats-Unis pour rencontrer les investisseurs américains les 6 et 9 novembre à Boston et New-York, et a terminé cette tournée le 11 novembre à Londres.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : baisse modeste de 2,4 % du taux de pauvreté et augmentation du nombre de personnes pauvres de un million sur la période 2007-2014

L'INS a rendu public le rapport préliminaire de l'enquête ménages 2014. Sur la base d'un seuil de pauvreté monétaire de 931 FCFA par jour de consommation par équivalent adulte, l'incidence de la pauvreté se situe à 37,5% en 2014, contre 39,9% en 2007. Pour rappel, ce taux était de 40,2% en 2001 et 53% en 1996. Si le taux de pauvreté a diminué dans les villes, il a augmenté en zone rurale, et particulièrement dans le Nord (+8%). Le nombre de personnes pauvres est passé d'environ 7,1 à 8,1 millions de personnes entre 2007 et 2014. L'objectif de réduction du taux de pauvreté à 35,2 % du Document de stratégie pour la Croissance et l'emploi (DSCE) n'est pas atteint.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gabon : prévision de croissance à 4,2 %

Le Comité monétaire et financier du Gabon s'est tenu le 4 novembre dernier. La prévision de croissance pour 2015 est maintenue à 4,2% malgré les prévisions plus optimistes de la BEAC à 5,3%. A noter que la production pétrolière a progressé de 6,6% pour se situer à 5,8 millions de tonnes au premier semestre 2015. Le taux d'inflation en glissement annuel était de 1,39%, en légère baisse. A fin juin 2015, les recettes de l'Etat s'élevaient à 998 Mds FCFA, en baisse de 25,4% par rapport à l'année précédente, en raison de la forte baisse des revenus pétroliers (-37,8%). Une mission du FMI séjournera à Libreville du 30 novembre au 10 décembre prochain.

✉ [aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Guinée Equatoriale : lancement du site de l'Institut national de statistiques**

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la statistique, l'Institut national de statistiques de la Guinée Equatoriale (INEGE) a annoncé le lancement de son site internet, [www.inege.gq](http://www.inege.gq). Le site contient, pour l'heure, une partie des données collectées par l'institut sur des sujets divers tels que la démographie, la santé ou encore l'éducation.

✉ [chloe.derrien-cortes@diplomatie.gouv.fr](mailto:chloe.derrien-cortes@diplomatie.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Soudan : retrait du pays de la liste grise du Groupe d'action financière

Le Groupe d'action financière (GAFI), créé en 1989 pour examiner et élaborer des mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux puis contre le financement du terrorisme, composé actuellement de 34 pays, a décidé de retirer le Soudan de sa liste grise. Cela ne devrait toutefois pas faciliter les transferts bancaires vers le Soudan et hors de ce pays : les banques sont devenues très prudentes concernant les transactions financières avec le Soudan en raison de l'importance des amendes infligées à certaines banques par les États-Unis. Le Soudan demeure sur la liste américaine des États soutenant le terrorisme, actuellement composée de l'Iran, de la Syrie et du Soudan.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gabon : perte de 6 places au classement *Doing Business* 2016

Le Gabon a perdu 6 places dans le dernier rapport *Doing Business*, se classant au 162<sup>ème</sup> rang mondial (sur 189 pays). Seul le critère du transfert de propriété a connu une nette amélioration au Gabon (+ sept points). La notation des critères relatifs à l'exécution des contrats et au règlement de l'insolvabilité reste inchangée. Les critères relatifs à la création d'entreprise, au raccordement à l'électricité, à l'obtention de prêts à la protection des investisseurs minoritaires, au paiement des taxes et impôts et le commerce transfrontalier, et surtout à l'octroi du permis de construire (-43 points) ont été défavorables au Gabon.

✉ [aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée Equatoriale : perte deux places au classement *Doing Business* 2016

Classée à la 178<sup>ème</sup> place sur 189 pays en 2015, la Guinée Equatoriale passe en 2016 à la 180<sup>ème</sup> place du classement. Elle perd une place pour la création d'entreprise, la protection des investisseurs minoritaires ainsi que le paiement des taxes et impôts. Les principaux défis pour l'amélioration du climat des affaires restent l'obtention de crédits bancaires (-4 places) et le transfert de propriété (-3 places). La Guinée Equatoriale remonte néanmoins de trois places dans l'obtention de permis de construire par rapport à 2015.

✉ [chloe.derrien-cortes@diplomatie.gouv.fr](mailto:chloe.derrien-cortes@diplomatie.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ La Côte d'Ivoire désormais éligible au *Millenium Challenge Corporation* (MCC)

La Côte d'Ivoire fait partie depuis le 7 novembre des pays éligibles au *Millenium Challenge Corporation* (MCC), programme par lequel le Congrès américain accorde des subventions aux pays en développement qui font preuve d'une bonne gouvernance. La Côte d'Ivoire est parvenue à cette étape en respectant trois nouveaux critères (« Etat de droit », « efficacité gouvernementale » et « efficacité politique »), après les dix validés en 2014. Si le pays parvient à répondre à l'ensemble des vingt critères d'éligibilité, il pourra bénéficier d'une subvention globale de 450 M EUR.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Coopération Mali-France : une convention pour lutter contre la cybercriminalité

La Direction générale de la police nationale malienne vient de bénéficier d'un appui de la coopération française pour la mise en place d'une brigade de lutte contre la cybercriminalité. Un programme d'une durée de quatre semaines va assurer la formation de six agents de cette nouvelle brigade d'investigation judiciaire à l'analyse technique des supports numériques. La coopération française a offert deux ordinateurs dédiés à la lutte contre la cybercriminalité, accompagnés d'un logiciel spécifique permettant l'extraction et le traitement des données. En outre, deux experts français sont présents à Bamako pour apporter leur savoir-faire à cette nouvelle unité.

✉ [nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : lancement du programme d'appui à la justice financé par le 10<sup>ème</sup> FED

Le ministère de la Justice malien et l'Ambassadeur de l'UE ont lancé les travaux du programme d'appui à la justice au Mali. Ce programme, d'un montant de 12 M EUR et d'une durée de 48 mois, est destiné aux services du ministère, aux juridictions du pays, et à la prison de Bamako. Plusieurs actions ont été lancées, notamment la formation des personnels (formations généralistes, informatique, juridiques), l'archivage électronique des dossiers et la dotation de véhicules aux chambres d'accusation. L'objectif est de renforcer les fonctions de base ainsi que les capacités des magistrats, les capacités matérielles en permettant une mise en réseau des juridictions et établissements.

✉ [nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : lancement des travaux de l'autoroute Bamako-Koulikoro et du Pont de Kayo

Le président malien a procédé le 31 octobre, à Koulikoro, au lancement des travaux de construction de l'autoroute Bamako-Koulikoro (2x2 voies) et du pont de Kayo sur le fleuve Niger. Le coût de l'autoroute est estimé à 72 M EUR. Il est financé par l'Etat (1,15%), la BOAD (9,45%) et un groupement de banques commerciales (89,40%). L'entreprise française SOGEA Satom est attributaire du contrat. Le contrôle et la surveillance seront assurés par une entreprise locale (Cira SA/CID/SAED). Le contrat du pont de Kayo, d'un montant de 56 M EUR, a été attribué au groupe chinois Covec-Mali/HNRB. Son financement sera assuré par l'Etat (1,15%), la BOAD (8,4%) et des banques commerciales (90,45%).

✉ [nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali : la France apporte un soutien financier au programme d'urgence du PAM**

Un protocole d'accord d'un montant de 1,3 M EUR a été signé entre la France, le Programme alimentaire mondial (PAM) et les autorités maliennes. Ce financement vient appuyer le nouveau programme du PAM lancé après les opérations d'urgence engagées dans les régions Nord du Mali à la suite de la sécheresse et des crises politico-sécuritaires de 2012. Ce programme de redressement, d'une durée de trois ans, est doté d'un budget global estimé à 110 M EUR. La contribution française va permettre au PAM de venir en aide à quelques 2 300 personnes en insécurité alimentaire et 41 800 enfants souffrant de malnutrition.

✉ nicolas.moussard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : financement de l'économie**

Le représentant régional de Proparco en Afrique de l'Ouest, Laurent Farge, était en mission de prospection à Lomé du 3 au 6 novembre dernier. Le portefeuille de Proparco au Togo est de 100 M EUR, l'institution financière ayant accordé des financements en faveur de différents projets dont celui du terminal à conteneurs au port de Lomé, de la cimenterie CimTogo, ou encore des appuis à différents Groupes bancaires (Ecobank, Orabank, Fonds d'investissement CAURIS).

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : Eiffage et Neoen retenus pour un projet de centrale photovoltaïque de 5 MW dans le nord du pays**

L'Autorité de réglementation du secteur de l'électricité (ARSE) vient de lancer la phase pilote du projet de construction de centrales électriques à base de biomasse, de déchets municipaux et de solaire photovoltaïque. L'ARSE a récemment obtenu le feu vert de l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) pour poursuivre le processus de sélection de partenaires privés. L'offre du groupement Eiffage et Neoen a été sélectionnée pour la réalisation d'une centrale photovoltaïque de 5 MW dans le nord du Togo.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : préparation de la stratégie pays de la Banque mondiale**

Le 10 novembre dernier, le groupe de la Banque mondiale a lancé avec le gouvernement togolais une série de consultations, en vue de la préparation d'une nouvelle stratégie de partenariat en faveur du Togo. Cette consultation entre dans le cadre de la réforme du groupe de la Banque mondiale qui préconise un nouveau modèle d'engagement de l'institution avec ses pays membres.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Comores : signature du Programme Indicatif national du 11<sup>ème</sup> Fonds européen de développement doté d'une enveloppe de 68 M EUR**

Le 20 octobre dernier, le gouvernement comorien et l'Union européenne ont signé à Moroni le Programme indicatif national (PIN) du 11<sup>ème</sup> Fonds européen de développement (FED) 2014-2020 doté d'une enveloppe de 68 M EUR. Cette dernière vise à appuyer la réalisation de la Stratégie de croissance accélérée pour le développement durable (SCA2D) de l'Union des Comores. Centrée sur le concept de croissance inclusive et génératrice d'emplois, la SCA2D est déclinée en sept axes principaux, dont le développement des infrastructures de soutien à la croissance et le renforcement de la gouvernance et des capacités de résilience institutionnelle et humaine.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Comores : un nouveau Fonds d'études et de renforcement des capacités (FERC) de 500 000 EUR octroyé par l'Agence française de développement**

Le 3ème Fonds d'études et de renforcement des capacités (FERC) octroyé aux Comores, d'un montant de 500 000 EUR, sera dédié au renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage en vue de la préparation des nouveaux projets à financer par l'AFD. Les quatre secteurs concernés par le financement font partie des priorités sectorielles de l'AFD : i) eau (réalisation de schémas directeurs et renforcement de capacités), ii) environnement (en priorité le Parc marin de Mohéli), iii) santé (3ème volet du Projet d'appui au secteur de la Santé de l'Union des Comores, PASCO), iv) secteur privé (développement des services financiers pour le secteur productif local).

✉ [hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr](mailto:hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ouganda : prêt de 121 M USD de la Banque africaine de développement pour l'électrification rurale**

La Banque africaine de développement a annoncé l'octroi d'un prêt de 100 M USD ainsi qu'un don de 21 M USD à l'Ouganda pour améliorer l'accès à l'électricité dans les zones rurales. Aujourd'hui, en moyenne seulement 14 % des Ougandais (7 % en zone rurale) ont un accès fiable à l'électricité. Ce financement de la BAD, devrait permettre l'installation de 1 147 km de lignes moyenne tension et 808 km de réseaux de distribution basse tension. À l'issue de ce projet, 58 206 foyers, 5 320 entreprises rurales et 1 474 institutions publiques, dont les écoles, devraient être connectés au réseau. L'objectif du gouvernement ougandais est d'atteindre un taux d'accès à l'électricité de 26 % à horizon 2022.

✉ [thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ethiopie : projet de 4Mds USD pour la construction d'un nouvel aéroport international d'une capacité de 120 M de passagers**

L'Ethiopie réaffirme sa volonté de construire un nouvel aéroport international dans une banlieue éloignée de sa capitale Addis-Abeba pour un montant de 4 Mds USD. Le nouvel aéroport devrait comprendre plusieurs terminaux passagers, 4 pistes d'atterrissage et une cité aéroportuaire pour une capacité de 120 millions de passagers. Un chantier de 350 M USD est en cours pour l'extension de l'actuel aéroport international de Bole, avec un objectif de 22 millions de passagers par an à horizon 2018. Le gouvernement éthiopien souhaite confirmer ainsi sa position leader du transport aérien en Afrique.

✉ [magali.pialat@dgtresor.gouv.fr](mailto:magali.pialat@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : mission à Antananarivo de Roberto Romero, Vice-président de la Région Ile-de-France**

La venue de Roberto Romero, le 3 novembre 2015, avait pour objectif d'inaugurer, avec la nouvelle équipe municipale, 3 nouveaux projets: la réhabilitation de l'ancienne résidence des Maires, une friche urbaine reconvertie en centre de loisirs de quartier, la création d'infrastructures hydro-sanitaires pour améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement des quartiers vulnérables. Ces projets ont été pilotés par l'Institut des métiers de la ville (maîtrise d'ouvrage déléguée), plateforme opérationnelle de mise en œuvre de la coopération décentralisée entre la Région Ile-de-France et la Commune urbaine d'Antananarivo qui remonte à un quart de siècle.

✉ [Iledefrance.antanarivo@gmail.com](mailto:Iledefrance.antanarivo@gmail.com)

▼ **Nigéria : projet d'une ferme solaire pour 100 M USD dans l'Etat de Kaduna.**

Le développeur émirati *Access Infra Africa* a conclu un accord avec l'entreprise nigériane *Quaint Global Energy Solutions* pour la construction d'une ferme solaire d'une capacité de production de 50 mégawatts qui fournira de l'électricité à 60 000 foyers dans le nord de l'Etat de Kaduna. Cette centrale solaire devrait être opérationnelle d'ici 2 ans. Reste à négocier pour les deux partenaires, un accord de rachat d'électricité avec la commission chargée de la régulation de l'électricité au Nigéria (NERC). *Access Infra Africa* va apporter 30% du financement du projet tandis que *Quaint Global Energy Solutions* a reçu une subvention de 1,3 M USD de l'*US Trade and Development Agency*.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : financement d'une centrale solaire par l'Allemagne**

A l'occasion du WACCE, salon du développement durable en Afrique de l'Ouest co-organisé par l'AHK allemande, qui s'est tenu le 5 novembre à Accra, l'Ambassadeur d'Allemagne au Ghana a annoncé le financement par la KfW d'une centrale solaire de 12 MW pour un montant de 22 M EUR. Il convient de rappeler que le GIZ allemand avait également apporté un soutien technique à l'élaboration de la loi sur les énergies renouvelables de 2011.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : signature en vue avec Eximbank China d'un prêt de 337 M USD pour l'extension du réseau national de fibre optique**

Le ministre de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire devrait signer prochainement avec Eximbank China un accord de prêt préférentiel d'un montant de 337 M USD (199 Mds FCFA), pour le financement de la deuxième phase du projet de construction d'un réseau national de fibre optique au Cameroun. Treize villes sont concernées par ce projet, qui devrait permettre au Cameroun d'étendre son réseau de 3000 km de fibre optique, et atteindre au total 10 000 km.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : signature d'un partenariat avec l'Inde pour l'e-gouvernement**

Le 30 octobre dernier, en marge du 3ème sommet Inde-Afrique à New Delhi, l'Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences (Aninf) a signé un accord préalable à un mémorandum d'entente avec l'*Indian Center for Social Transformation* (ICST – comité d'utilité publique), en vue de bénéficier de l'expertise indienne dans la mise en place de l'e-gouvernement.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Côte d'Ivoire : le prix payé aux producteurs de coton est maintenu à 250 FCFA le kilo

En dépit de la baisse du cours international du coton (900 FCFA/kg en 2014 contre 875 FCFA en 2015), le gouvernement ivoirien a décidé de maintenir le prix bord champ à 250 FCFA/kg pour la campagne 2015-2016 qui s'ouvre le 15 novembre. Après une contraction des deux tiers entre 2000 et 2010, la production de coton a retrouvé une tendance à la hausse depuis trois ans. Elle a atteint 405 000 tonnes en 2014 et sa commercialisation a généré près de 153 M EUR de revenus aux producteurs. Les prévisions pour la campagne 2015-16 sont estimées à 484 000 tonnes. L'objectif du gouvernement est d'atteindre 600 000 tonnes à l'horizon 2020.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Soudan du Sud : investissement de 2,6 M USD de Nestlé dans le café soudanais

Nestlé prévoit d'investir, d'ici 2016, 2,6 M USD au Soudan du Sud afin de développer la production locale de café. Ce projet, mis en place avec l'ONG américaine *TechnoServe*, vise à associer un nombre croissant de caféiculteurs, de 500 actuellement à 8 000 d'ici 2020 pour atteindre une production de 15 000 tonnes de café par an. Grâce à ce partenariat, mis en place en 2011, le Soudan du Sud a débuté ses premières exportations de café. La marque Nespresso a en parallèle sorti une série limitée de café, dénommée "*Suluja ti South Sudan*" (« l'émergence du Soudan du Sud » en langue Kakwa), destiné exclusivement au marché français.

✉ [thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Afrique du Sud : nouvelle baisse de la production de canne à sucre en 2015/16

Selon les prévisions de la *South African Sugar Association*, la filière canne à sucre sud-africaine devrait connaître une nouvelle baisse de la production pour la campagne 2015/16 avec une prévision de production de seulement 15 000 tonnes en raison de la sécheresse prolongée qui touche la province du Kwazulu-Natal depuis deux campagnes alors que 95% de la production dans cette province est non irriguée. La production de sucre devrait ainsi reculer de -20 % par rapport à la précédente campagne pour s'établir à 1,7 million de tonnes, soit la plus faible production depuis 20 ans. En conséquence, les exportations de sucre - hors de l'union douanière d'Afrique australe - devraient baisser de 30 % pour s'établir à seulement 490 000 tonnes.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Afrique du Sud : le lapin, nouveau marché de niche pour les fermiers locaux

Dans un objectif de création d'emploi, l'association *Growthfood* entend sensibiliser les jeunes ruraux au marché de niche qu'est le lapin. Elle a conclu un contrat avec *Coniglio Rabbit Meat Farm* afin de permettre aux nouveaux agriculteurs intéressés de bénéficier d'une assistance technique et d'un appui logistique pour la création de fermes et l'approvisionnement en reproducteurs. L'avantage de cet élevage réside dans la capacité de l'animal à se reproduire

avec des portées de 7 à 12 lapereaux. La viande de lapin n'étant pas très connue en Afrique du Sud du fait de son prix, l'objectif est de la rendre compétitive via la création de plusieurs fermes et d'un système d'entraide facilitant les économies d'échelle.

✉ [camille.tricoire@businessfrance.fr](mailto:camille.tricoire@businessfrance.fr)

### ▼ Afrique du Sud : vers une hausse de 6 % du CA de l'entreprise *Pioneer Foods*

L'entreprise cotée à la bourse de Johannesburg, *Pioneer Foods*, prévoit une croissance de +6% de son chiffre d'affaires pour l'exercice 2015 se terminant en septembre. *Pioneer Foods* est un géant de l'alimentaire en Afrique du Sud et est présent dans plusieurs pays africains. Le groupe présentait en 2014 un chiffre d'affaires de +18 Mds Rands soit 1,2 Md EUR. Les résultats sont en hausse malgré la stagnation économique actuelle. Cet accroissement s'explique par les divers investissements réalisés par l'entreprise et sa stratégie d'expansion en Afrique et en Europe par le biais de sa filiale anglaise basée à Londres.

✉ [camille.tricoire@businessfrance.fr](mailto:camille.tricoire@businessfrance.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ RD Congo : mobilisation sur les minerais de guerre

L'adoption d'un texte européen sur les *conflict minerals* mobilise. Alors qu'une ministre suédoise y consacre une tribune, une pétition en ligne demande au gouvernement britannique de soutenir un tel texte, et un sondage révèle qu'une meilleure information sur la présence de ces minerais influencerait le choix d'achat d'appareils électroniques de 66% des français. Aux Etats-Unis, la mobilisation citoyenne vise à la bonne application de l'intégralité de la législation existante. Information des consommateurs, pression de la société civile et adoption d'un texte européen fort et contraignant sont des clés pour résoudre les problèmes liés aux *conflict minerals* en RDC.

✉ [ps.guedj@affectionmutandi.com](mailto:ps.guedj@affectionmutandi.com)

### ▼ Angola : barrage de Lauca, enjeu de croissance et de développement

L'entreprise brésilienne *Odebrecht* en charge de la construction du barrage hydroélectrique de Lauca (Cuanza Norte) a annoncé que les deux premières turbines seraient opérationnelles dès juillet 2017. Avec dans un premier temps une capacité de production de 340 Mégawatt, la centrale atteindra une capacité de 500 Mégawatt à la fin 2017, et près de 2 070 Mégawatt lorsque l'ouvrage sera achevé. Le projet Lauca doit permettre de fournir en électricité une grande partie du réseau national. Le barrage, situé à 400 km de Luanda, pourrait significativement contribuer à la croissance du pays dans les prochaines années.

✉ [sikama.makany.int@businessfrance.fr](mailto:sikama.makany.int@businessfrance.fr)

### ▼ L'AFD signe avec Chase Bank pour favoriser les projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique au Kenya

SUNREF (*Sustainable Use of Natural Resources and Energy Finance*) est une initiative de l'AFD destinée à promouvoir les projets dans les services énergétiques et environnementaux dans les pays en développement grâce à la combinaison d'une approche financière et technique. Le partenariat avec *Chase Bank* s'inscrit dans ce cadre et se traduit par une ligne de crédit concessionnelle de 10 M EUR pouvant aller jusqu'à 30 M EUR, pour financer des projets à petite échelle. Une 1<sup>ère</sup> phase de ce programme a été mise en œuvre avec succès au Kenya

ces 3 dernières années en partenariat avec la 1<sup>ère</sup> banque du pays, la Co-operative Bank of Kenya et une association de 750 industriels kenyans, la *Kenya Association of Manufacturers* (KAM).

✉ [jegamd@afd.fr](mailto:jegamd@afd.fr)

### ▼ Nigéria : discours du directeur de la NNPC devant le club pétrolier à Lagos

Selon les informations recueillies par la NNPC, notamment auprès des majors pétroliers, le coût de production d'un baril de pétrole au Nigéria serait de 30 USD en moyenne. Afin de redynamiser le secteur pétrolier nigérian, le directeur de la NNPC et désormais secrétaire d'Etat au pétrole, M. Kachikwu fait de la baisse des coûts de production une priorité. Parmi les pistes de réformes évoquées, figurent une meilleure gestion de la NNPC et une fiscalité plus avantageuse pour les majors. L'objectif pour le Nigéria serait d'atteindre une production de 3 millions de barils/jour d'ici à la fin de l'année 2016, ce qui nécessiterait 20 Mds USD d'investissements supplémentaires.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : l'augmentation des tarifs de l'électricité reportée par l'agence de régulation du secteur

Attendues fin octobre, les hausses du prix de l'électricité soumises par les sociétés de distribution (DISCOs) n'ont toujours pas été approuvées par l'autorité de régulation (NERC). Le président de NERC, Sam Amadi, souhaite prolonger de plusieurs semaines les consultations avec les représentants du secteur, les syndicats professionnels ainsi que les groupements de défense des intérêts des consommateurs finaux. NERC fait face aujourd'hui à une situation complexe : fixer un prix reflétant le coût réel de la production et du transport de l'électricité tout en instaurant un climat favorable aux investissements locaux et internationaux.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : l'industrie minière en attente d'un nouvel élan

Le président de la *Nigerian Society of Mining Engineers* (NSME) appelle le gouvernement fédéral à renforcer son action en faveur du développement de l'industrie minière, actuellement sous-exploitée et ne contribuant qu'à 0,3% du PIB. Le Nigéria a récemment mis en place un cadre favorable aux investisseurs étrangers pour l'exploration minière mais la NSME réclame un engagement plus poussé incluant la réhabilitation des infrastructures autour des sites, la collecte d'informations fiables sur le secteur ainsi que la mise en place de programmes de R&D spécialisés au niveau fédéral. Outre le pétrole et le gaz, le sous-sol nigérian renferme notamment des réserves importantes de minerai de fer, d'or et d'aluminium.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : 4ème édition du salon *Power* à Lagos

Avec 51 entreprises présentes au salon *Power*, les organisateurs ont enregistré une hausse de 14% du nombre d'exposants par rapport à l'édition 2014. Schneider Electric, acteur majeur du secteur et présent au Nigeria depuis 2002, ainsi qu'Enerdis Chauvin Arnoux Group, spécialisé dans les équipements de mesure et de contrôle des systèmes électriques, étaient présents. Deux ans après la privatisation du secteur de l'électricité, le Nigeria a enregistré un niveau record de génération d'électricité (5000 MW) un peu plus tôt cette année.

✉ [clara.durbesson@businessfrance.fr](mailto:clara.durbesson@businessfrance.fr)

### ▼ Ghana : nouveau contrat d'approvisionnement en gaz avec le Nigeria

Le ministre de l'Energie ghanéen a annoncé la prochaine signature d'un contrat d'importation de gaz nigérian avec *West Africa Gas Ltd* venant compléter celui passé avec WAPCO. Cette diversification des approvisionnements a pour but de sécuriser la fourniture de gaz aux centrales électriques (WAPCO avait récemment menacé de suspendre ses livraisons en raison des montants dus par l'opérateur ghanéen VRA) afin de mettre fin aux délestages affectant l'activité économique du pays.

✉ [gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr](mailto:gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo : découverte de pétrole à Nkala par ENI

Le 5 novembre, la société pétrolière italienne ENI a annoncé la découverte d'hydrocarbures sur le gisement Nkala Marine. Avec un potentiel de 250 à 350 millions de barils équivalent pétrole (bep), le champ, situé sur le bloc Marine XII à 20 km des côtes, va prochainement connaître une phase d'évaluation avec le forage de nouveaux puits. Le bloc Marine XII est détenu à 65% par l'italien ENI, 25% par le britannique New Age (African Global Energy) et 10% par la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC). Les ressources du bloc Marine XII, dont la production a commencé en décembre 2014, sont estimées par ENI à 5,8 milliards de barils équivalent pétrole.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Industrie

### ▼ Madagascar : relance des deux unités de production de sucre de Nosy Be et Brickaville

La SASM, fruit du partenariat entre la société malgache Vidzar, le bureau d'ingénierie français SIT et la Sirama (ancienne société nationale sucrière), s'apprête à relancer les deux usines de Nosy Be et Brickaville. La pose de la première pierre pour la réhabilitation de l'usine de Nosy Be s'est tenue le 23 octobre 2015, en présence du président de Madagascar. 30 M EUR seront nécessaires pour financer la réhabilitation des deux usines, la plantation de canne à sucre, la création d'un centre de formation et d'un musée de l'industrie sucrière. La SASM prévoit une production annuelle de 20 000 tonnes en 2017, et 100 000 tonnes à l'horizon de 2020. À ce jour, Madagascar importe plus de 80% de ses besoins en sucre.

✉ [hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr](mailto:hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : début des travaux de réhabilitation de l'aéroport international de Nosy Be

Le 23 octobre 2015, le Président de Madagascar a posé la première pierre des travaux de réhabilitation de l'aéroport de Fascène (ville de Nosy Be). La concession de l'aéroport de Fascène, d'une durée de 28 ans, a été confiée au consortium français composé des entreprises Aéroports de Paris, Bouygues Bâtiment International, Colas Madagascar et Meridiam Africa. La première phase de la réhabilitation comprend la mise à niveau des capacités aéroportuaires, avec l'agrandissement du terminal pour le traitement des vols en simultané, l'agrandissement de l'aire de stationnement et la mise en conformité réglementaire et environnementale.

✉ [hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr](mailto:hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : vague de licenciement dans le secteur de la construction

En raison du manque de projets d'envergure dans le pays et de l'absence d'un climat propice aux investisseurs sur ce secteur, le Président de la *National Union of Civil Engineering Construction*, a annoncé que près de 70 000 travailleurs ont dû être licenciés. Cette situation affecte aussi bien les sociétés nigériennes que les sociétés chinoises présentes localement à l'instar de la *China Civil Engineering Construction Corporation* (CCECC). Le président Buhari, qui s'est exprimé cette semaine devant les dirigeants de Julius Berger sur ces questions, s'est engagé sur la dynamique prochaine des projets d'infrastructures publiques et sur la priorité qu'il souhaite donner à la formation et à l'emploi des nigériens sur ce secteur.

✉ [thibault.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibault.leger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Services

#### ▼ Hôtellerie : FISEA investit dans l'hôtellerie

Le fonds d'investissement et de soutien aux entreprises en Afrique (FISEA) de l'AFD a pris une participation de 3 M EUR dans la compagnie Chain Hotel Conakry SA, propriétaire du *Noom Hotel Conakry* en construction. Ce complexe, dont l'ouverture est prévue en mars 2016, devrait contribuer à renforcer l'offre hôtelière d'affaires en Guinée, aujourd'hui largement insuffisante.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Maurice : investissements étrangers dans la *silver economy*

Deux sociétés étrangères ont annoncé des projets dans le secteur de la *silver economy*, l'économie au service des personnes âgées. L'enseigne française Domitys, en partenariat avec le groupe mauricien Joonas, a ainsi annoncé la construction d'un domaine résidentiel pour seniors à Grand Baie (165 appartements et villas). De son côté, « Les Jardins d'Arcadie » ont conclu un accord avec GML (1er groupe d'affaires mauricien) pour implanter une ou deux résidences pour personnes âgées. Alors que Maurice enregistre un vieillissement de sa population, le pays pourrait notamment s'appuyer sur une clientèle étrangère disposée à investir dans l'immobilier résidentiel afin de développer la *silver economy*.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Maurice : accord pour le lancement d'une liaison aérienne entre l'Afrique et l'Asie

Un accord a été conclu le 14 octobre 2015 entre Air Mauritius et l'aéroport international de Changi (Singapour) pour la mise en place d'une liaison aérienne directe entre Maurice et Singapour, prévue dès mars 2016. Cette liaison aérienne permettra de connecter l'Asie, à travers le hub de Changi, à l'Afrique, via l'aéroport de Maurice. L'accord comprend également des mesures incitatives (comme une baisse des taxes aéroportuaires) et prévoit un partage de codes entre Air Mauritius et certaines compagnies asiatiques. Maurice a l'ambition de devenir une plateforme de correspondance aéroportuaire entre l'Asie et l'Afrique.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Angola : future ligne ferroviaire reliant la Luanda au nouvel aéroport international

La ville de Luanda va lancer à partir de 2016 la construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer qui connectera le centre-ville de la capitale au nouvel aéroport international. Le nouvel axe

de communication sera opérationnel à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Le ministre des Transports a souligné la volonté de moderniser le réseau ferroviaire et ses services, en annonçant des investissements dans le secteur, notamment de nouvelles locomotives, un centre de formation, et de nouvelles stations. Le renouveau du chemin de fer de Luanda va permettre de créer un réseau intégré, offrant de nombreuses externalités positives pour les différents secteurs d'activités et les habitants de Luanda.

✉ sikama.makany.int@businessfrance.fr

### ▼ Angola : le Port de Caio lance un appel aux investisseurs étrangers

La société *Porto de Caio*, attributaire du financement, de la planification, de la construction et de la gestion du port de Caio, à 9 km au nord de la ville de Cabinda, a mis à profit sa présence à la récente conférence de Durban sur « l'évolution des ports africains en 2015 » pour présenter son projet de port en eaux profondes, évaluée à 600 M USD. Présente pour la 1<sup>ère</sup> fois à un événement de dimension internationale, elle a appelé les investisseurs étrangers à participer au développement des infrastructures portuaires. L'essentiel de l'activité serait consacré dans un premier temps à l'industrie des hydrocarbures en attendant la diversification des activités économiques de la province.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : prévention et diagnostic du diabète.

A l'occasion du World Diabetes Day, la Fondation internationale du diabète rappelle que près de 3,7 millions de nigériens seraient diabétiques et 11 millions pré-diabétiques. Depuis 1980, la *Diabetes Association of Nigeria* met en place des campagnes de diagnostic du diabète notamment dans les zones rurales grâce au soutien de laboratoires pharmaceutiques comme Bayer, Novartis ou GSK. Distributeur sur le marché, Sanofi s'est engagé à ouvrir en 2015 une douzaine de cliniques pour la prise en charge de patients diabétiques en collaboration avec le ministère de la Santé. Entre janvier et juillet 2015, les ventes françaises de produits pharmaceutiques au Nigéria ont dépassé celles des produits pétroliers raffinés, représentant ainsi plus de 40% de nos exportations.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

## ENTREPRISES

---

### ▼ Kenya : ouverture d'une filiale d'Allianz

L'assureur allemand Allianz a annoncé, le 20 octobre dernier, l'ouverture d'une filiale au Kenya. Cette implantation se fait via Allianz Africa, elle-même filiale d'Allianz France, déjà présente en Afrique francophone, à Madagascar, en Égypte et en Afrique du Sud. Selon le communiqué d'Allianz, le marché de l'assurance kényan représente 1,6 Md EUR. Les trois acteurs majeurs de l'assurance au Kenya en termes de bilan sont Icea Lion (Kenya), Jubilee (Kenya), Britam (Maurice et Kenya). Le groupe Allianz a enregistré un chiffre d'affaires total de 122,3 Mds EUR en 2014 et réalisé un profit de 10,4 Mds EUR (+11% et +3,3% par rapport à 2013).

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Maurice : implantation à venir de la *State Bank of Mauritius*

Le groupe mauricien *State Bank of Mauritius holding* (SBM), contrôlé majoritairement par l'État a déposé une demande d'agrément pour l'implantation d'une succursale auprès de la Banque centrale des Seychelles. La SBM, qui détient un peu plus de 20% de part de marché à Maurice, est le 2ème acteur du secteur bancaire sur le marché domestique après la *Mauritius Commercial Bank*. Cette dernière détient quant à elle depuis plusieurs années une licence bancaire aux Seychelles.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

### ▼ Afrique du Sud : lancement de la campagne Creative France

Suite au lancement à Tokyo le 5 octobre par le Premier ministre de la campagne « Créative France », celle-ci est progressivement déployée au niveau mondial. La *Diplomatic Fair* de Pretoria du 31 octobre a été l'occasion de la faire découvrir aux Sud-africains. Cette campagne gérée par Business France, met en valeur l'innovation et la créativité françaises dans de nombreux domaines: les technologies, l'industrie, l'environnement, mais aussi la mode, la culture ou encore la gastronomie, pour les grandes entreprises comme pour les start-ups. *Créative France* est une campagne « ouverte » à laquelle peuvent s'associer les entreprises qui en feront la demande. Son ambition est de mettre en avant le potentiel créatif et économique français.

✉ jacques.torregrossa@businessfrance.fr

### ▼ Nigeria : composition du nouveau gouvernement

Nom	Fonction
Rotimi Amaechi	Ministre des Transports
Abdulrahman Dambazau	Ministre de l'Intérieur
Babatunde Fashola	Ministre de l'Énergie, des travaux publics & du logement
Kayode Fayemi	Ministre des Mines
Kemi Adeosun	Ministre des Finances
Okechukwu Enelamah	Ministre du Commerce, de l'industrie et du développement
Mme Amina Mohammed	Ministre de l'Environnement
Adamu Adamu	Ministre de l'Éducation
Suleiman Hussain Adamu	Ministre de l'Eau
Isaac Adewole	Ministre de la Santé
Aisha Alhassan	Ministre de la Condition féminine
Muhammad Musa Bello	Ministre FCT ( <i>Fédéral Capital Territory</i> )
Solomon Dalong	Ministre de la Jeunesse et des Sports
Mansur Dan Ali	Ministre de la Défense
Abubakar Malami	Ministre de la Justice
Lai Mohammed	Ministre de l'Information
Chris Ngige	Ministre du Travail et de l'emploi
Audu Ogbeh	Ministre de l'Agriculture
Ogbonnaya Onu	Ministre des Sciences et des technologies
Geoffrey Onyeama	Ministre des Affaires étrangères
Adebayo Shittu	Ministre des Communications
Udoma Udo-Udoma	Ministre du Budget et du plan
Usani Usani Uguru	Ministre du Delta du Niger
Hadi Sirika	Secrétaire d'État à l'Aviation, Ministère des Transports
Mustapha Baba Shehuri	Secrétaire d'État, Ministère de l'Énergie, des travaux publics & du logement
James Ochoi	Secrétaire d'État, Ministère du Travail et de l'emploi
Heineken Enelamah Lokpobiri	Secrétaire d'État, Ministère de l'Agriculture
Ibrahim Usman Jibril	Secrétaire d'État, Ministère de l'Environnement
Khadija Bukar Abba Ibrahim	Secrétaire d'État, Ministère des Affaires étrangères
Osagie Ehanire	Secrétaire d'État, Ministère de la Santé

Claudius Omoyele Daramola	Secrétaire d'État, Ministère du Delta du Niger
Abubakar Bwari Bawa	Secrétaire d'État, Ministère des Mines
Anthony Anwuka	Secrétaire d'État, Ministère de l'Éducation
Mme Aisha Abubakar	Secrétaire d'État, Ministère du Commerce, de l'industrie et du développement
Mme Zainab Shamsuna Ahmed	Secrétaire d'État pour le budget, Ministère du Budget et du plan
Emmanuel Kachikwu	Secrétaire d'État, Ministère des Ressources pétrolières

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.  
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**



C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre

